

Insurrection et Contre-Insurrection en Syrie

Fabrice Balanche¹³

Abstract

Bashar al-Assad is clearly on the path to victory way the resumption of Qosseyr, in June 2013. From the spring of 2013, the Syrian army, helped by Hezbollah, has been re-taking territories: the southern suburbs of Damascus, the Qalamoun and, recently, the center of Homs. The Syrian regime is not only massively supported by Iran and Russia, which is not the case of the insurrection, but he also applies a highly effective strategy of counterinsurgency. The rise of Islamists against him provided the ideology—the fight against Islamist terrorists supported from abroad—that Bashar al-Assad needed. With his firmness, Bashar al-Assad wants to reassure his supporters and win over the silent majority. The latter no longer seeks the return of peace, but falls in behind that which ensures its security and is likely to win.

Some quick and symbolic victories, such as the resumption of Bab Amer in March 2012, provide arguments for use by government propaganda, which tries to explain to the population that the rebels are responsible for the death and destruction. The al-Assad regime is supported by a new civil and military elite, who have been promoted as a result of the course of events, through the elimination of incompetents officers. The regime also benefits from strong Iranian logistical support in counterinsurgency. The military regime's strategy is clear: first concentrate the army on the usable part of Syria and on border control, to then resume the reclaiming of disputed territories, once the population supports the cause of the regime. The chaos in areas held by the insurgency, with the attendant lack of civil administration, which is partially due to the regime's air raids, promotes the attractiveness of the government area, where the greatest majority of the 7 million internally displaced people are residing, and in turn promotes the counterinsurgency.

Depuis mars 2011 le régime syrien est confronté à une révolte qui s'est rapidement muée en insurrection armée et qui peut être qualifié de guerre civile¹⁴. Nous ne reviendrons pas sur les causes économiques, territoriales, sociales de cette révolte, que nous avons décrites dans deux longs articles¹⁵. La transformation de la révolte en guerre civile était inévitable en raison de la nature communautaire du régime et de l'organisation de la société syrienne¹⁶.

Après trois ans de contestations et de combats, le régime de Bachar el Assad ne s'est pas écroulé. Les manifestations pacifiques qui rassemblaient des dizaines de milliers de personnes ont disparu, aucune grève générale n'a vraiment fonctionné. La militarisation de l'opposition n'est pas parvenue à contraindre le régime ni à des négociations ni à des défections majeures en son sein. Le soutien international a sans doute manqué. La volte-face occidentale début septembre 2013, après l'affaire

¹³ Fabrice Balanche is a lecturer at the University of Lyon 2 and is the Director of GREMMO.

¹⁴ Balanche Fabrice: « Itinéraire de la transformation d'une révolte en guerre civile », *Diplomatie*, n°58, Septembre 2012

¹⁵ Balanche Fabrice : « La Géographie de la révolte syrienne », *Outre Terre*, n°27, Septembre 2011 et « Le retournement de l'espace syrien », *Moyen-Orient*, Paris, octobre 2011.

¹⁶ Balanche Fabrice : *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Karthala, 2006, 310 p.

des attaques chimiques à Damas, a prouvé que les pays occidentaux n'avaient pas la volonté d'intervenir directement en Syrie. Le jeu des acteurs internationaux est à somme positive pour le régime de Bachar el Assad depuis le début de la crise. Mais le régime syrien ne pourrait se maintenir et se trouver dans une dynamique de victoire sans le soutien d'une partie de la population, ce qui justifie le qualificatif de guerre civile, et surtout une stratégie de contre-insurrection efficace.

Le régime a abandonné une partie du territoire, en particulier les campagnes sunnites hostiles et les zones kurdes. Jusqu'à la reprise de la ville de Qosseyr, en mai 2013, l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme¹⁷ repris en boucle par les médias occidentaux et panarabe, décrivait un régime aux abois, ce qui était repris en boucle par les médias occidentaux et panarabe. Bon nombre d'observateurs se sont fourvoyés en ne s'appuyant que sur les témoignages de l'élite intellectuelle, déconnectée de la réalité syrienne, ou partisan. Notre démarche est différente des politologues et des sociologues car nous partons du terrain pour comprendre le pouvoir. Elle s'inscrit dans le cadre de la géographie politique, telle que la définit Claude Raffestin dans son ouvrage de référence: *Pour une géographie du pouvoir*¹⁸.

*« Le pouvoir ne se représente pas aisément, mais il est néanmoins déchiffrable. Il nous manque seulement de savoir le faire, sinon nous pourrions toujours le lire »*¹⁹

La méthode utilisée est celle d'un diagnostic territorial: description du cadre spatial, ce qui inclut la société, des jeux d'acteurs et de leurs logiques propres. Il convient donc de s'intéresser concrètement à la réalité du contrôle territorial, à la position des différents groupes sociaux par rapport à l'insurrection et à la contre-insurrection, aux motivations des acteurs du conflit et à leurs différents modes d'actions. Je n'établirai pas de scénarios, laissant au lecteur le soin de les faire lui-même en replaçant la crise syrienne dans la géopolitique régionale et internationale.

A. Le gouvernement Syrien contrôle la majorité de la population

Plusieurs membres de l'opposition, dont l'ex premier ministre Ryad Hijab, affirment que le régime ne tient plus que 30% du territoire syrien²⁰. Quant au régime, il ne s'exprime pas sur ce sujet. Qu'en est-il réellement? Tout d'abord, il faut souligner que 40% du territoire syrien (80,000 km² sur 180,000 km²) sont désertiques ou très peu peuplés. La population syrienne réside en majorité en ville, le taux d'urbanisation réel dépasse les 55% retenus officiellement. Il apparaît effectivement que le régime a perdu le contrôle d'une grande partie des zones rurales sunnites, de quartiers périphériques arabes sunnites des agglomérations de Damas, d'Homs et d'Alep ainsi que des petites villes, toutes sunnites également (Al Bab, Azaz, Qosseyr, Menbej, etc.), toutes arabes sunnites également. En

¹⁷ L'OSDH est en fait une officine proche des Frères musulmans dont l'objectivité n'est pas la première qualité. Nous lui consacrons un paragraphe dans la partie consacrée aux acteurs et un article spécial dans les annexes.

¹⁸ Raffestin, Claude : *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec, 1978, 210p.

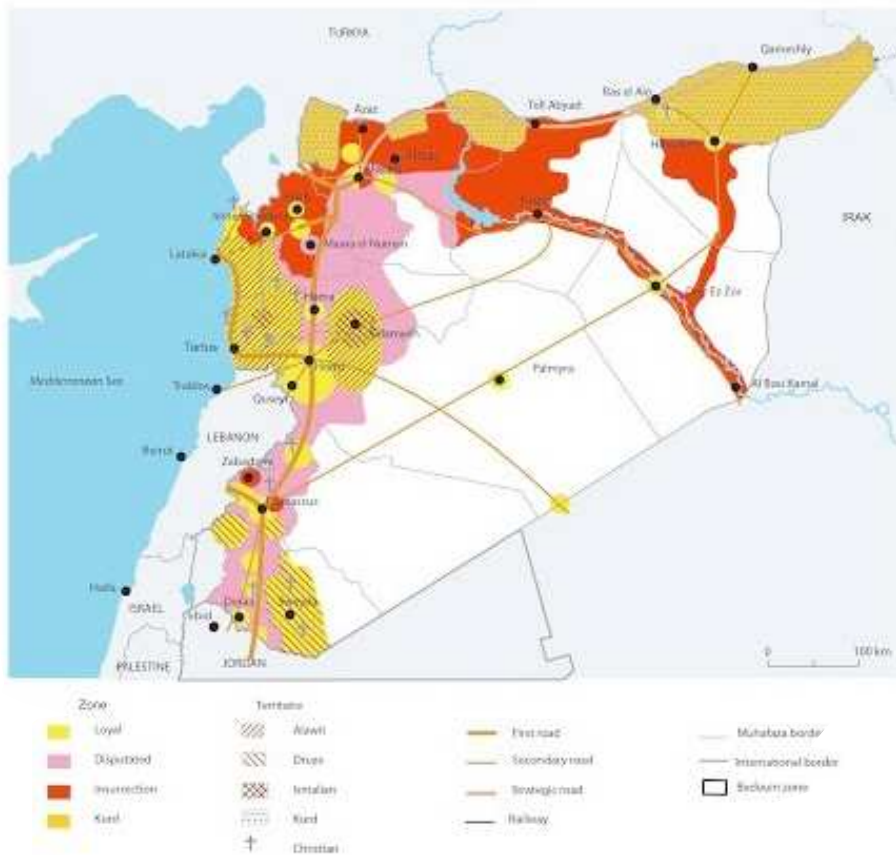
¹⁹ Raffestin Claude : *op.cit.*

²⁰ <http://www.lejdd.fr/International/Moyen-Orient/Actualite/Syrie-le-regime-s-est-effondre-pour-l-ex-Premier-ministre-543346>

revanche, les forces du régime contrôlent tous les chefs-lieux de Mohafaza, en totalité ou en partie, ainsi que les campagnes alaouites et druzes. Les territoires kurdes échappent au régime, mais ils sont sous le contrôle des milices amies du PYD (Partiya Yekîtiya Demokrat)²¹ la branche syrienne du PKK. Récemment le PYD s'est emparé également des quartiers nord de Hassakeh et du quartier d'Achrafyeh à Alep. A Damas, le PYD et aucune milice kurde n'a pris position dans les quartiers kurdes.

Sur la figure 1 (Insurrection, contre-insurrection et sectarisme), nous pouvons donc distinguer les zones rouges, tenues par l'insurrection, les zones roses, disputées et les zones jaunes, contrôlées par le régime. Il faut distinguer une quatrième entité (en orange): la zone kurde contrôlée par les milices du PYD, davantage opposé aux autres rebelles qu'au régime, comme en témoigne les nombreux affrontements à Alep²² et en Djezireh, car le PYD peut être considéré comme un allié stratégique du régime de Bachar el Assad. En fait l'insurrection aurait seulement libéré 15% de la population, notamment en milieu rural, 15% se trouverait en zone disputée, 10% en zone kurde et le régime contrôlerait 60% de la population. Les 10% restant se sont réfugiés dans les pays voisins (2,3 millions de personnes selon l'ONU).

INSURRECTION, COUNTER INSURRECTION AND SECTARIANISM



Source : Fabrice Balanche, press and media informations, January 2014

²¹ Parti de l'Union Démocratique

²² L'Orient le Jour, « Au moins 30 morts dans des combats inédits entre Kurdes et rebelles en Syrie », 27 octobre 2012.

En termes économiques, il est difficile d'établir une comptabilité par rapport au PIB. Mais nous pouvons dire que le régime contrôle la grande majorité des infrastructures économiques du pays. Le problème est que l'économie est paralysée par l'insécurité et les combats. Jusqu'au printemps 2012, le secteur industriel continuait à prospérer grâce à l'ouverture du marché irakien et par la demande intérieure qui n'était plus satisfaite par les produits importés. Les sanctions économiques n'avaient pratiquement aucun effet néfaste sur l'économie du pays. Désormais, seules quelques entreprises agro-alimentaires continuent de produire mais les industries manufacturières sont au point mort. La production énergétique s'est écroulée après la prise des zones pétrolières par l'insurrection durant l'été 2012.

1. La base sociale du régime dépasse la seule communauté alaouite

On ne peut se passer d'une analyse en terme communautaire pour comprendre les soutiens respectifs au régime et à l'opposition. Le communautarisme explique la résistance du régime de Bachar el Assad, en raison du noyautage des institutions et des forces de répression par les alaouites. C'est aussi une faiblesse du régime car les alaouites ne sont que 10% de la population, mais d'autres clivages ethnico-confessionnels assurent au régime une plus large base sociale et empêchent une large unité de l'opposition. L'analyse de la population doit bien sûr être croisée avec une analyse en termes de classes sociales et territoriale.

Tous les alaouites ne soutiennent pas le régime et tous les sunnites ne sont pas systématiquement dans l'opposition. Cependant, à l'heure actuelle, nous ne sommes plus dans une stricte confrontation pro-régime et pro-opposition, mais tout simplement dans la défense du territoire, de sa communauté et de sa vie qui aboutit à la formation de milices, de groupes d'auto-défense qui peuvent faire le jeu du régime ou de l'opposition, en fonction du rapport de force local. En ce sens, nous sommes dans une véritable guerre civile et plus seulement dans un conflit entre un régime et une partie de la population.

Ce n'est pas parce que la population n'a pas la conscience d'appartenir à une classe sociale que les classes sociales n'existent pas, d'autant plus dans une société hiérarchisée comme la Syrie. L'analyse en termes de classe sociale peut nous aider à comprendre les déterminants socio-économiques de la révolte, mais non la mobilisation politique actuelle, car justement la mobilisation ne se fait presque pas au nom des intérêts de classe. Quelques intellectuels marxistes, tel Michel Kilo et Georges Sabra, expliquent la révolte grâce au « mouvement populaire », mais c'est complètement erroné. Leur discours trouve bien sûr un écho parmi les intellectuels européens, qui plaquent sur la révolte syrienne les schémas de 1789 et de 1848, voire altermondialistes, susceptibles de parler à l'opinion publique. La conséquence est que la vision générale de la révolte syrienne est complètement tronquée, car ils ne veulent pas reconnaître le communautarisme ambiant²³.

Il est possible d'utiliser une analyse en termes de classe sociale pour décrire

²³ Balanche Fabrice : « La prise en compte du facteur communautaire dans l'analyse de l'espace syrien », *Géographie et Culture*, mai 2005, p. 5-22

partiellement le rapport des individus à l'insurrection. Ainsi l'insurgé syrien type est d'origine populaire, issu des périphéries urbaines et des campagnes; mais il est avant tout arabe sunnite. Un alaouite dans la même situation sociale rejoindra les paramilitaires du régime; quant aux Kurdes ils iront vers le PKK. La petite bourgeoisie citadine arabe sunnite aura plutôt tendance à soutenir l'opposition, parce qu'elle est bloquée dans son ascension sociale par la grande bourgeoisie (sunnite ou chrétienne) alliée du régime et oligopolistique pour ceux qui sont entrepreneurs. Pour les classes moyennes qui travaillent pour l'Etat, ils contestent la domination des alaouites dans la bureaucratie et l'appareil militaire, qui là aussi les bloque dans les promotions. La petite bourgeoisie alaouite soutient le régime parce qu'il lui garantit sa place dans la société et permet son ascension sociale. La petite bourgeoisie kurde, quant à elle rejoindra le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan)²⁴. Quant à la grande bourgeoisie commerçante et industrielle, à moins d'avoir eu des problèmes avec Rami Makhlouf²⁵ et d'avoir été obligé de s'exiler, elle est globalement derrière le régime.

Plus le conflit dure et plus les populations se replient sur leur famille, clan et communauté. La défense de la communauté et de son territoire prime sur tout autre facteur. Le soutien au régime ou à l'insurrection sera conditionné à l'intérêt du clan ou de la communauté: liberté, démocratie, droits de l'homme ne sont plus que des slogans creux. En revanche, la mobilisation au nom de l'Islam (sunnite) contre un régime impie progresse dans les classes populaires sunnites. L'organisation de la société syrienne et le processus de communautarisation justifie donc notre approche en terme communautaire de la société syrienne, tout en introduisant des nuances sociales et territoriales.

B. Une insurrection de plus en plus divisée face à un régime résistant

En mars 2011, la majorité des Syriens aspiraient à un changement, les uns voulaient plus de liberté, la démocratie, le départ de Bachar el Assad, d'autres se seraient contentés de quelques réformes; mais l'essentiel de la population souhaitait une amélioration de leurs conditions de vie et rendait le régime responsable de leurs difficultés économiques. Les partisans du régime avaient peu d'arguments à opposer à cette volonté de changement si ce n'est le complot de l'étranger, le danger islamiste et la résistance face à Israël. Le régime fit quelques réformes symboliques comme l'abrogation de loi sur l'Etat d'urgence, qui permettait les arrestations arbitraires, mais cela n'a guère modifié les pratiques.

I. L'opposition majeure provient des classes populaires arabes sunnites

Les opposants au régime de Bachar el Assad se recrutent dans toutes les communautés et classes sociales. Il serait dangereux de généraliser bien sûr. Cependant, on note qu'ils se recrutent plus dans la communauté arabe sunnite, les Kurdes étant opposés aussi mais jouant la carte de l'autonomie. Ils appartiennent

²⁴ Le PDK syrien est l'équivalent de celui du Kurdistan irakien. Il recrute dans les classes moyennes citadines kurdes, tandis que le PKK est un parti plus populaire.

²⁵ Le cousin du président est honni par la plupart des entrepreneurs pour la prédation systématique qu'il exerce grâce à ses puissants appuis au sein du pouvoir. En fait, il semble n'être que l'homme de paille du clan Assad.

aux classes populaires et classes moyennes déclassées. Ils résident dans les campagnes et dans les quartiers périphériques des villes. Dans « La géographie de la révolte syrienne » nous avons déjà expliqué les causes de leur engagement contre le régime. Désormais il faut y ajouter l'ampleur de la répression. Pour rappel, il faut souligner que la démographie galopante et l'absence d'emplois a conduit à un développement de la pauvreté et de l'exclusion dans les campagnes et les périphéries urbaines, créant un terreau favorable à la contestation du régime. Mais pour que cette contestation soit efficace, il manque une organisation capable de capitaliser le mécontentement et fédératrice des divers mouvements.

a. Des mouvements islamistes concurrents

Les Frères musulmans sont plutôt issus des classes moyennes citadines avec un bon niveau d'éducation. Ils acceptent les règles du parlementarisme, les exigences de la sécularisation du politique et de son autonomie vis-à-vis du religieux. Au plan économique, ils sont libéraux, ce qui convient parfaitement à la bourgeoisie sunnite syrienne. Ils sont donc dangereux pour le régime, car ils sont un concurrent direct capable de représenter une alternative politique, comme en Tunisie et en Egypte. Leur implication dans le Conseil National Syrien est une preuve de leur efficacité institutionnelle. Ils commencent à s'investir au niveau militaire en Syrie, ainsi la brigade Tawhid, qui mène le combat à Alep, est-elle en partie formée par des Frères musulmans revenus d'exil. Ils disposent de financements grâce à la diaspora syrienne et à l'aide du Qatar et de l'Arabie Saoudite. Il leur a été facile d'attirer à eux des jeunes recrues. Pourront-ils étendre sensiblement leur influence dans la population syrienne et devenir la principale organisation au sein de l'opposition intérieure? L'organisation des Frères Musulmans a été décapitée en Syrie dans les années 1980, ses membres furent tués, emprisonnés ou se trouvent en exil. L'appartenance à la confrérie est toujours punie de mort par la loi. L'organisation existe cependant de façon très informelle grâce aux liens qui se sont maintenus entre les membres en exil et leur famille en Syrie. Leur absence durant trente ans dans un contexte dictatorial où les élections n'étaient que des simulacres, les a complétement marginalisés au profit des salafistes. Leur objectif est d'installer un gouvernement provisoire en Syrie, à Alep ou dans sa campagne s'ils ne parviennent pas à prendre la métropole et de s'imposer comme l'acteur politique majeur de l'opposition.

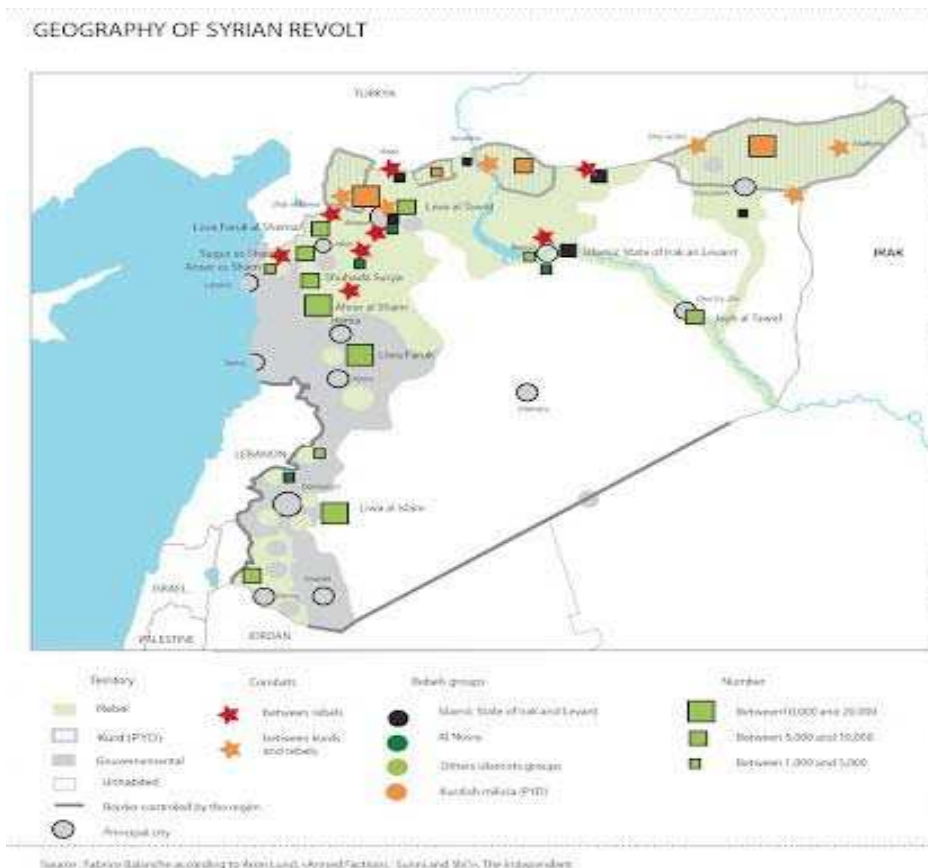
Les salafistes proviennent davantage des milieux populaires, des périphéries et des campagnes. Le discours salafiste convient mieux aux populations défavorisées que celui des Frères Musulmans. C'est une doctrine frustrée, facile à comprendre par les masses. Ils refusent le soufisme, les fêtes païennes telles le nowruz (le nouvel an kurde), les chefs tribaux traditionnels et les oulémas. Cela explique pourquoi la hiérarchie sunnite, les Kurdes et de nombreux chefs de tribus syriens s'opposent à un mouvement révolutionnaire, dans lequel ils prennent une importance croissante. A contrario, les salafistes recrutent dans une jeunesse rurale ou néo-rurale qui ne supporte plus les hiérarchies en place. Les salafistes ont prospéré toutes ces années en Syrie car les Frères musulmans étaient interdits et grâce aux ONG islamiques financées par l'Arabie Saoudite. Ils sont dangereux par leur combativité, mais en même temps ils rendent service à Bachar el Assad, car ils justifient sa politique

répressive et son discours « moi ou le chaos ».

La mouvance islamiste compte beaucoup de partisans, mais elle est divisée en deux courants rivaux, qui ne s'entendent que sur une chose : la chute du régime. Durant la bataille d'Alep, la mauvaise coordination entre la brigade Tawhid et les bataillons salafistes s'explique aussi par cette rivalité. Les salafistes ne souhaitant pas au final la victoire des Frères musulmans, qui pourraient installer à Alep le CNS en tant que gouvernement provisoire. Pour les salafistes, tout comme pour les Frères musulmans, toute négociation avec le régime est exclue. Cependant, l'absence d'une organisation centralisée limite leur capacité d'action politique.

b. De l'Armée Syrienne Libre à l'Etat Islamique d'Irak et du Levant

Selon le représentant de l'ONU à Damas interrogé en mars 2013, la Syrie comptait 2000 groupes rebelles, dont 600 de plus de 50 combattants, soit au total entre 100 000 et 150 000 combattants. La majorité des combattants seraient d'obédience salafiste et l'Armée Syrienne Libre, qualifiée de modérée dans cette nébuleuse, ne regrouperait que 15% des rebelles, le quart restant étant constitué par de bandes crapuleuses. Les milices kurdes ne rentrent pas dans cette comptabilité, car ces dernières ne combattent pas l'armée syrienne, mais les groupes islamistes qui ont tenté de s'emparer de leur territoire. Si bien qu'une alliance stratégique contre les rebelles a fini par naître entre l'armée d'Assad et les milices kurdes du PYD (figure 2 : Géographie de la révolte syrienne).



L'Armée Syrienne Libre, composée à l'origine de groupes organisés principalement par des déserteurs de l'armée syrienne, n'existe plus. Le coup de grâce a été donné par la prise de leurs dépôts d'armes en décembre 2013 par l'État Islamique d'Irak et du Levant (EIIL). Ce coup de force a mis en lumière l'extrême faiblesse de ce groupe. Elle n'était en fait qu'un logo que s'approprièrent des bandes rebelles pour avoir une visibilité extérieure et recevoir du soutien. Cependant, le soutien massif n'est pas venu et les bailleurs de fonds du Golfe ont préféré financer directement les groupes rebelles sans passer par l'État-major du général Selim Idriss, lequel était d'ailleurs très contesté.

Au cours de l'année 2012 sont apparues deux nouvelles coalitions rebelles : le Front Islamique de Syrie (FIL) durant l'été et le Front Islamique de libération de la Syrie (FILS) en automne. Le premier regroupait exclusivement des groupes salafistes, le second était plus diversifié, mais sa véritable particularité fut d'attirer les brigades qui se réclamaient auparavant de l'Armée Syrienne Libre. Certaines brigades eurent même une double appartenance, tel le Liwa Tawid, membre de l'ASL et du FILS. En fait, le seul bataillon fondé par les Frères musulmans jouait le rôle du cheval de Troie de la confrérie dans l'ASL, afin qu'elle puisse continuer à dominer la Coalition Nationale Syrienne. Le Liwa Tawid était le seul groupe important qui faisait le lien entre l'ASL et la CNS, en court-circuitant Sélim Idriss, bien entendu.

Que sont devenues ces deux coalitions ? Elles ont éclaté après quelques mois, minées par des querelles d'égo et incapables de coordonner leurs actions contre l'armée syrienne. La prise de Qosseyr en mai 2013, par l'action conjointe du Hezbollah et de l'armée syrienne, a prouvé qu'il ne s'agissait que d'une unification de façade. Les groupes jihadistes, le Front al-Nosra et l'Etat Islamique d'Irak et du Levant, en revanche étaient beaucoup plus efficaces, puisqu'en mars 2013, la ville de Raqqa tomba entre leurs mains.

L'Etat Islamique d'Irak et du Levant est issu d'une scission du Front al-Nosra au cours de l'hiver 2013. Le commandant Al Jolani, combattant syrien en Irak, qui régnait sur l'organisation, s'est vu contesté la direction par Al Bagdadi, un irakien qui avait les faveurs de la majorité des combattants étrangers qui le constitue. Al Jolani et de ses partisans quittèrent la région de Raqqa pour trouver refuge dans l'ouest et le sud où ils s'allièrent avec les autres groupes islamistes tandis qu'Al Bagdadi et l'EIIL confortaient leur emprise sur l'Est de la Syrie grâce au soutien de la branche purement irakienne de l'organisation. Le Front Al Nosra et l'EIIL entrèrent également en conflit pour être reconnu par Ayman Al Zawairi pour être reconnu comme branche officielle d'Al-Qaïda en Syrie. En novembre 2013, l'idéologue d'Al-Qaïda aurait officiellement adoubé Al Nosra.

c. L'opposition en exil: La Coalition Nationale Syrienne

La CNS a été fondé à Doha, en novembre 2012, pour élargir le Conseil National Syrien, devenu trop sectaire. Le CNS avait été fondé durant l'été 2011 pour fédérer les différents mouvements et personnalités, mais il a rapidement été phagocyté par les Frères musulmans, la seule véritable organisation d'opposition. Les nouveaux

membres de la CNS ont permis à l'Arabie Saoudite d'imposer ses volontés au sein de la CNS, au détriment du Qatar. L'élection à la présidence de la CNS d'Ahmad Jarba, en juillet 2013, a concrétisé ce changement de sponsor. Cependant, la CNS n'est loin d'être parvenue à rassembler l'opposition syrienne, au contraire, le processus d'exclusion et de démission a repris. Sa participation à la conférence de Genève 2 n'a été acceptée que par une majorité relative des 120 membres, le CNS ayant notamment refusé toute discussion avec le régime. Par ailleurs, elle a très peu de liens avec les opposants de l'intérieur et surtout les rebelles, qui lui dénie toute représentativité. Cette absence d'alternative crédible profite directement au régime de Bachar el Assad.

II. Un régime uni et déterminé derrière son chef

Le régime syrien dispose d'importantes forces de répression et d'encadrement qui lui permettent de maintenir son emprise sur la société. Les forces armées sont indispensables, mais il ne faut pas négliger le poids des fonctionnaires civils dans la répression. Inutile pour l'opposition de tenter de retourner l'organisation du régime, car le noyautage par la communauté alaouite préserve Bachar el Assad d'une éventuelle trahison. Les administrations subalternes et périphériques peuvent lui échapper, mais c'est sans danger pour son fonctionnement global grâce à la centralisation extrême du système.

a. L'armée syrienne reste fidèle

L'armée syrienne était estimée à 325,000 hommes avant la crise²⁶, elle semble aujourd'hui réduite à 250,000 hommes. Une partie des désertions et les pertes ont été comblées par l'appel des réservistes. La moitié des troupes est constituée de conscrits qui effectuent un service militaire deux ans et demi. Les militaires de carrière sont en grande partie alaouites, notamment les officiers. Il est difficile de savoir si les alaouites sont majoritaires dans la troupe car depuis deux décennies, le développement de la région alaouite a tari le recrutement. Les jeunes alaouites préfèrent les études universitaires plutôt que la carrière militaire, laissant cela à des plus pauvres. C'est donc dans la région de Raqqa et de Deir Ez Zor, parmi une population sunnite, que l'armée a surtout recruté, durant ces dernières années, des hommes de troupe et des sous-officiers. Les alaouites demeurent cependant majoritaires parmi le corps des officiers. Les unités d'élite restent en revanche dominés par les alaouites : la quatrième division commandée par Maher el Assad, le frère de Bachar el Assad. Les alaouites dominent également les blindés et l'armée de l'air, tandis que l'infanterie est laissée aux sunnites.

Bachar el Assad, tout comme son père, contrôle personnellement les mutations et les promotions d'officiers. Il veillait notamment à ce que les officiers sunnites ne soient pas placés à des postes stratégiques et concentrés dans une même garnison pour éviter que des régiments entiers ne se mutinent. Aucun régiment complet n'a fait défection depuis le début de la crise, les désertions furent toujours individuelles ou en petits groupes.

²⁶ <http://www.iiss.org/>

L'armée syrienne est équipée par du matériel plus soviétique que russe. La Syrie n'a reçu du matériel militaire plus sophistiqué de la Russie qu'après avoir réglé le problème de l'énorme dette accumulée à l'époque de l'Union Soviétique²⁷. L'armée syrienne dispose de milliers de chars soviétiques, mais nombre ne fonctionnent plus, ils ne sont utilisés que pour la dissuasion. L'armée syrienne a surtout acquis ces dernières années des missiles et des systèmes radars pour contrer une éventuelle attaque israélienne. Le matériel a fait ses preuves en juin 2012, lorsque la DCA syrienne a abattu un avion de reconnaissance turc au nord de Lattaquié. Les Migs syriens datent des années 1980, car après la désastreuse bataille aérienne contre Israël dans la Bekaa en 1982, l'URSS avait complètement rééquipé la Syrie avec son matériel le plus perfectionné. Ce matériel lui assurera la maîtrise du ciel tant que les rebelles ne disposeront pas de lance missile de type Stinger, comme les moudjahidin afghans dans les années 1980.

b. Les para-militaires sont aussi nombreux que l'armée régulière

Les fameux moukhabarat (agent de renseignement) sont la terreur de la population syrienne. En temps normal, ils ont tout pouvoir et sont prêts à tout en toute impunité. En temps de guerre, comme c'est le cas aujourd'hui, ils peuvent se laisser aller à toutes les extrémités. Les agents de renseignement sont recrutés dans toutes les communautés, ce qui est indispensable pour avoir une surveillance optimale de la population. Mais les officiers sont alaouites, là encore les Assad utilisent à merveille le diviser pour régner. La machine a fini par échapper à son maître : toute tentative de réforme de ces services se heurte à leur ferme opposition car cela remet en cause des situations de pouvoir et de rente. Plus que l'armée, ils sont le principal instrument de répression. Ses membres savent qu'un changement de régime conduirait à une vaste purge dans leurs rangs. Ils sont divisés en quatre services principaux de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, aidés par une myriade d'informateurs, dont le ratio par rapport à la population est comparable à celui de la Roumanie de Ceaucescu.

Le mot "chabih" (de l'arabe "chabah", littéralement "fantôme"), remonte aux années 1980. Il désignait les trafiquants sévissant à Lattaquié en raison de la rapidité de leur Mercedes-Benz et qui, selon des militants, étaient à la solde de la garde rapprochée du clan Assad. Ils sont réapparus avec la révolte populaire en mars 2011, cette fois-ci pour réprimer la contestation. Ce sont surtout des jeunes de banlieue et des villages qui sont au chômage ou qui vivent de petits trafics. Ils rejoignent les groupes de para-militaires créés par les barons du régime, notamment les officiers des moukhabarat qui sont en même temps des trafiquants locaux. Le régime a recours aux chabih pour épargner à l'armée de s'impliquer dans des crimes et éviter ainsi des désertions en masse. Un officier ou un soldat peut refuser l'ordre de tuer, un 'chabih' est loyal jusqu'au bout. Les chabih se recrutent dans toutes les communautés et dans toute la Syrie. Il est impossible d'évaluer leur nombre, leur but est de s'enrichir et d'intégrer le corps des moukhabarat à terme. Leur fidélité repose sur des liens d'allégeance personnelle à

²⁷ La Syrie avait une dette de 10 milliards de \$ vis-à-vis de l'URSS en raison de la surévaluation du rouble. Les négociations ont fini par aboutir en 2005 avec un rabais substantiel. Dès lors la Syrie a de nouveau pu acquérir du matériel russe.

un baron du régime. La création de groupes paramilitaires par le régime permet d'embaucher de nombreux jeunes hommes célibataires au chômage ou vivant de petits trafics, et empêche l'insurrection de les recruter. Car cette dernière utilise aussi des moyens financiers pour attirer à elle des combattants.

A partir de l'automne 2012, le gouvernement syrien a fondé une « Armée populaire » (Jaych Chaabi) devenue aujourd'hui la « Défense nationale » (Difaa Al Watani). Elle est composée de civils, hommes et femmes, qui ont décidé de prendre les armes pour défendre leur village ou leur quartier contre les rebelles. C'est un moyen d'échapper à l'armée régulière pour les réservistes. Les druzes par exemple renâclent à quitter leur territoire pour intégrer l'armée régulière et se battre à Alep ou Homs, en revanche, ils sont disposés à défendre leurs villages dans le sud contre les assauts des rebelles. Le Hezbollah et les conseillers iraniens contribuent à la formation de cette armée aux techniques de contre-insurrection et de guerre urbaine. Les rebelles ne peuvent plus ainsi avancer dans les territoires gouvernementaux et l'armée régulière est libérée des tâches de sécurité pour se consacrer à la contre-offensive. La Défense nationale n'est pas composée uniquement de minoritaires, mais également d'arabes sunnites, baathistes, fonctionnaires de l'Etat et par conséquent exposés aux rebelles ou simplement des personnes dont la famille a été victime des rebelles.

c. Le parti Baath et la fonction publique: la branche civile de la contre-insurrection

Le parti Baath compte un million de membres, la plupart sont là par intérêt. L'idéologie baathiste n'est plus guère mobilisatrice. Dans un parti de masse, il ne suffit pas d'avoir sa carte pour avoir des privilèges. Depuis les années 1970, les membres du Baath ne sont plus privilégiés, le réel pouvoir est entre les mains des moukhabarat. L'appartenance au Baath donne tout de même quelques avantages comme des emplois dans une fonction publique pléthorique. Il n'est pas indispensable d'être baathiste pour être fonctionnaire, en revanche il le faut pour obtenir un poste de cadre. La revalorisation des salaires de la fonction publique depuis l'arrivée au pouvoir de Bachar el Assad, les avantages sociaux (assurance santé, retraite) et la possibilité d'acquérir un domicile à bas coût ont finalement rendu le service de l'Etat attractif. Dans les campagnes et les quartiers déshérités, les manifestants demandaient d'ailleurs des emplois dans le secteur public.

D'après le recensement de 2004, les fonctionnaires représentent 30% de la population active. Depuis cette date, les effectifs ont stagné car le régime n'avait plus les moyens ni la volonté de résorber le sous-emploi par des embauches dans l'administration: « le chômage déguisé ». Les plus « pistonnés » ont tout de même pu décrocher des postes: à Homs et à Hama, les nouvelles recrues étaient le plus souvent alaouites, ce qui a eu pour effet d'exaspérer les sunnites. En septembre 2012, des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires ont été créés pour les enfants des militants actifs du Baath. Le régime récompense ses fidèles tout en les prenant en otage. L'administration pléthorique est une charge financière pour l'Etat, elle a aussi pour conséquence de ralentir le développement économique du fait des multiples autorisations et contrôles indispensables. Mais elle permet de

clientéliser une grande partie de la population et de s'assurer de son soutien. En mars 2011, une des premières mesures de Bachar el Assad fut justement d'augmenter le salaire des fonctionnaires de 30%.

Au sein du Baath et de la bureaucratie, beaucoup souhaitent des réformes, mais ils souhaitent avant tout ne pas perdre leur poste et leurs privilèges. Jamais le régime n'a tenté de rationaliser la bureaucratie, ni de privatiser des entreprises du secteur public industriel. Il lui est donc facile d'apaiser les employés de l'Etat quant aux intentions supposées de l'opposition.

III. L'appareil sécuritaire du régime ne cédera pas

Difficile pour Bachar el Assad de céder devant l'opposition ou même de négocier, tout simplement parce que l'appareil sécuritaire ne l'accepterait pas. Les officiers des moukhabarat et de l'armée, toutes confessions confondues, mais bien sûr surtout les alaouites, savent qu'ils ont tout à perdre d'un changement de régime. Ils n'ont aucune confiance dans les assurances de l'opposition. Même si on peut avoir des doutes sur l'origine du slogan: « Les chrétiens à Beyrouth et les alaouites au cercueil », il n'en témoigne pas moins de la réalité.

Les cadres du régime sont trop nombreux et trop liés au régime pour que des défections massives se produisent et que les défections individuelles menacent le système. Certes, le Qatar peut en acheter certains: le premier ministre, un ambassadeur, un général, etc. Mais la plupart savent que la générosité du Qatar a des limites dans le temps. Ils entretiennent un opposant tant qu'il leur est utile sur « Al Jeziraa », mais ils ne vont pas lui servir une rente perpétuelle. Seuls ceux qui sont en disgrâce et qui disposent d'un solide compte en banque à l'étranger sont susceptibles de faire défection.

Bachar el Assad n'est pas un fou sanguinaire, comme on a pu le décrire dans les médias ; ceux qui sont loyaux à son égard n'ont rien à craindre, bien au contraire. Avant la révolte, les élites économiques et bureaucratiques n'avaient pas à se plaindre de la politique de Bachar el Assad. La libération économique permettait un enrichissement des classes dirigeantes et de leurs clientèle, la bureaucratie n'était pas oubliée avec des augmentations de salaires régulières qui avaient fait passer le statut de fonctionnaire de dénigré à envié. En revanche, l'augmentation des écarts de richesse et la progression de la pauvreté dans les classes populaires générèrent un fort mécontentement car pour ces populations le pacte social avait été rompu.

Après trois années de crise, il est clair que le régime ne cédera pas. Il ne s'écroulera pas non plus car l'appareil conserve 90% de sa puissance. Le régime compte sur sa fermeté pour rassurer ses partisans et la fatigue des opposants pour ramener à lui une population hésitante. L'opposition intérieure, quant à elle, est allée trop loin pour s'arrêter. L'Armée Syrienne Libre espérait s'emparer du nord de la Syrie et y établir une zone libérée, avec une aide étrangère, pour installer un gouvernement provisoire. Mais aujourd'hui, elle n'existe plus et les groupes islamistes qui se sont emparés de la Syrie du Nord s'affrontent entre eux,

accélérant le mouvement d'exode de la population civile et l'effondrement de ces zones.

C. La contre-insurrection a pris l'avantage sur l'insurrection

L'opposition armée possède-t-elle une véritable stratégie pour abattre le régime? A-t-elle les moyens de vaincre le régime? En revanche le régime de Bachar el Assad applique clairement une stratégie de contre-insurrection. Mais là encore est-il capable de réussir?

I. L'insurrection a échoué

Depuis septembre 2011, la révolte syrienne s'est militarisée. Les grandes manifestations pacifiques ont disparu du fait de la répression et de l'apparition de groupes armés. L'insurrection s'appuie sur le rejet du régime par la majorité de la population syrienne, mais elle souffre de son manque d'organisation et ne semble pas disposer d'une stratégie claire.

a. Une absence de stratégie claire

Difficile pour l'insurrection d'avoir une stratégie claire en l'absence d'une organisation hiérarchisée et unifiée. A l'échelle nationale comme à l'échelle locale, l'échec des différentes offensives sur Damas, Alep ou Homs traduit bien ce manque de coordination et de préparation du fait de la rivalité entre les groupes.

Au début, l'insurrection pensait venir à bout rapidement du régime et ses efforts se sont concentrés sur Damas à partir de ses fiefs de banlieue: Douma, la ville la plus intégriste de l'agglomération ; Hajar el Assouad, une banlieue informelle peuplée par des populations originaires de la région de Deraa. L'insurrection tenta de s'emparer de Homs, carrefour stratégique proche du Liban d'où provenaient armes et munitions. Dans le nord de la Syrie, les insurgés ont cherché à libérer une vaste zone pour susciter plus de désertions en assurant les militaires rebelles une protection sur le territoire syrien. Il s'agissait aussi d'obtenir une intervention étrangère sur le modèle libyen.

L'insurrection s'est rapidement propagée dans les campagnes arabes sunnites, puis elle a gagné les villes à partir des quartiers périphériques arabes sunnites. S'agissait-il d'une stratégie réfléchie d'encerclement des villes par les campagnes? Ou simplement une propagation naturelle auprès des populations sympathisantes de l'insurrection? Nous penchons plutôt pour la deuxième solution, car nous sommes face à un soulèvement largement spontané. Certes, on ne peut exclure que des services étrangers se tenaient en embuscade, notamment les saoudiens, à partir de Tripoli du Liban, dans le but de déstabiliser la Syrie. Le Qatar et l'Arabie Saoudite ont assuré rapidement un soutien logistique à l'insurrection, mais ils n'ont pas réussi à mettre sur pied une organisation capable de renverser le régime de Bachar el Assad.

Sur le plan tactique, les insurgés anéantissent les postes isolés de l'armée et de la police dans les villages et les petites localités des zones acquises à la contestation. Cette stratégie a obligé le régime à retirer ses forces des campagnes hostiles. Les rouages administratifs ont également été détruits dans ces zones, entraînant la fuite des autorités municipales et autres fonctionnaires considérés comme des collaborateurs. Dans toutes ces zones, l'insurrection traque les informateurs des moukhabarat, mais ils sont trop nombreux pour être tous démasqués. Cela entraîne des exécutions sommaires de prétendus informateurs, qui ne donnent pas une image très flatteuse de l'insurrection. Tous ceux qui sont supposés être liés au régime par leur appartenance communautaire ou leur travail sont susceptibles d'être victimes de cette justice expéditive.

Dans les villes tenues par le régime, le but des insurgés est d'agir en sorte que les forces loyalistes ne se sentent jamais en sûreté : attentats à la bombe, assassinats de cadres du régime devant leur domicile, opérations commandos, etc. L'activité de l'insurrection dans les campagnes environnantes est essentielle pour que les rebelles puissent instaurer un climat insurrectionnel en ville. Les offensives sur Damas et Alep se nourrissent d'abord de la conquête des campagnes alentours. L'échec de l'insurrection à Homs, l'absence d'insurrection à Hama, outre le passif de cette ville, est lié au fait que la campagne environnante n'est pas totalement acquise la cause de l'insurrection en raison de la forte présence des alaouites, chrétiens, chiites et ismaéliens.

Les échecs répétés des offensives rebelles sur Damas, Alep, la reprise par l'armée régulière de Homs, le nettoyage sanglant des quartiers périphériques de Damas commencent à démoraliser des insurgés. Les rebelles s'attendaient à une intervention étrangère ou une aide extérieure décisive. La déception est donc grande aujourd'hui, d'autant que le troisième mois de Ramadan est passé en 2013 sans que le régime ne tombe, contrairement aux déclarations de l'émir du Qatar qui affirmait vouloir fêter l'Aïd à Damas. Durant le mois de Ramadan, les insurgés redoublent d'activité pensant que Dieu va leur donner la victoire, ce qui les conduit à des actions et des offensives mal préparées vouées à l'échec. Le facteur religieux est fondamental dans leur combativité, mais il ne compense pas le manque de matériel sophistiqué pour affronter les chars et l'aviation.

b. Les zones libérées ne sont pas des sanctuaires

En libérant les campagnes, les rebelles peuvent circuler librement dans tout le pays. Certes cela exige des détours car ils ne peuvent emprunter les grands axes tenus par l'armée régulière, mais le réseau routier est assez ramifié pour pouvoir circuler en voiture du nord au sud du pays sans être intercepté par un barrage tenu par le régime. Par ailleurs, les zones libérées sont assez vastes pour servir de bases de repos pour les combattants (le Jebel Zaouyeh, le Jebel Akrad, Zabadani-Sagharya, Qosseyr, le Qalamoun, les campagnes au nord et à l'ouest d'Alep, etc.). Néanmoins, ils sont soumis à des bombardements réguliers qui ne font pas de ces zones de véritables sanctuaires.

La frontière syro-libanaise n'est plus une zone de replis, où les combattants pouvaient se réfugier (dans le Akkar ou dans la Bekaa) en cas d'offensive de l'armée syrienne, depuis que l'armée libanaise et les milices pro-syrienne ont pris position dans ces territoires. Les territoires arabes et turkmènes adossés à la frontière turque sont de meilleures bases d'action, d'autant qu'en vertu d'accords avec la Turquie, une zone de 5 km au sud de la frontière turque est officiellement démilitarisée. La frontière irakienne, entre Al Bou Kamal et Hassakeh est globalement entre les mains des rebelles qui reçoivent un fort soutien des tribus sunnites de la province d'El Ambar par où transitent les combattants d'Al Qaïda. L'armée irakienne du régime de Maliki, est en territoire hostile et ne peut empêcher les infiltrations en Syrie et les rebelles de venir se réfugier dans cette zone. La frontière jordanienne est perméable pour les rebelles soutenus par les Etats Unis, qui se servent de la Jordanie comme base de replis.

Les rebelles se sont tout de suite trouvés confrontés à la gestion des affaires courantes dans les zones libérées. Ils ont installé des tribunaux, essayés de remettre en route les infrastructures, de faire fonctionner les écoles, les hôpitaux, etc. Il s'agit de montrer leur efficacité et éviter que l'anarchie ne s'installe. Cela fonctionne plutôt bien avec la mise en place de comités révolutionnaires dans quelques villages et des bourgs, qui gèrent les affaires courantes, mais ils ne peuvent pallier à l'absence d'eau et d'électricité. Les salaires des fonctionnaires dans ces zones ne sont plus payés et aucune vie économique normale ne peut reprendre. Ensuite, la difficulté majeure est de passer à un niveau supérieur d'organisation et d'assurer le ravitaillement des zones libérées, car elles sont soumises au blocus de l'armée régulière.

c. La majorité de la population n'affiche pas un franc soutien à l'insurrection

Les rebelles cherchent à gagner le soutien de la population. Il n'est pas nécessaire d'expliquer longuement les affres du régime, en revanche, la difficulté est de prouver que l'insurrection va l'emporter, car l'échec des Frères musulmans en 1982 est dans toutes les mémoires. Ils cherchent à isoler le régime de la population. Pour cela l'opposition confessionnelle sunnite/chiite est primordiale, les chiites sont désignés comme l'ennemi de l'Islam et du peuple, les alaouites assimilés aux chiites.

Le soutien de la population n'étant pas naturel, les rebelles n'hésitent pas à terroriser les populations réticentes. Certains massacres sont imputables à des groupes rebelles, tel que celui de Daraya, dans la banlieue de Damas, où ils ont massacrés des otages²⁸. Dans la banlieue d'Alep, des *chabiha* et des informateurs ont été sommairement exécutés, tout comme des militaires prisonniers²⁹ (20 fusillés dans une rue d'Alep). Ils considèrent ces actions indispensables pour neutraliser les informateurs du régime, mais en faisant cela ils se conduisent comme lui et même pire que lui. Ne pouvant garder indéfiniment des prisonniers, ils pratiquent des exécutions sommaires. Les insurgés au début de leur action se sont attaqués aux

²⁸ <http://www.independent.co.uk/voices/commentators/fisk/robert-fisk-inside-daraya--how-a-failed-prisoner-swap-turned-into-a-massacre-8084727.html>

²⁹ <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/09/10/97001-20120910FILWWW00607-20-soldats-executes-par-les-rebelles-a-alep.php>

lignes électriques, chemin de fer, oléoduc et même canalisation d'eau³⁰. Ils ont détruit des usines à Alep et mis le feu dans leur retraite au souk d'Alep. Ces actions les desservent auprès de la population qui souffre de ces dommages.

L'appui de la population est indispensable à l'insurrection, car la disparité des forces militaires exclut les chances d'une victoire rapide des insurgés. Pour être soutenus par la population les rebelles doivent prouver qu'ils sont en mesure de la protéger. Jusqu'à présent, ils ne sont pas parvenus à le faire puisque l'armée loyaliste domine le ciel et peut frapper n'importe où. Ils ne peuvent empêcher l'armée régulière de reprendre des territoires, même provisoirement, et d'exercer des représailles sur la population civile. Les personnes et les familles liées à l'opposition n'ont eu d'autre choix que de fuir à l'étranger. Plus le temps passe et plus la population doute de la victoire de l'insurrection, et a tendance à la considérer comme fautive de troubles. Même si la cause défendue par l'opposition est bonne, ce qui compte pour la population syrienne c'est avant tout sa sécurité. Or, cette sécurité est loin d'être assurée puisque l'armée s'acharne sur les zones civiles où se trouvent les rebelles. Bachar el Assad ne craint pas de faire trop de victimes, bien au contraire, il préfère tuer plus que pas assez pour éviter de recommencer plus tard: « *Mon père a fait 30,000 morts et nous avons eu trente ans de tranquillité* »³¹. Contre ce déchainement de violence, l'opposition n'est pas capable de protéger les civils, mais pire encore, elle participe à cette violence par l'imposition d'un ordre islamique dans plusieurs régions et surtout par ses combats fratricides.

II. La contre-insurrection triomphe

Bachar el Assad souffre d'inexpérience en matière de contre-insurrection. L'état de paix durant les dix premières années de son règne a favorisé la montée des courtisans au détriment des personnes efficaces, voire leur élimination pour éviter de la concurrence tel Ghazi Kanaan (ministre de l'Intérieur et ancien proconsul au Liban, assassiné en 2005). Mais depuis plusieurs mois, le tri s'effectue entre les cadres incompetents et les autres, condition indispensable pour réussir une contre-insurrection.

a. Pour une Syrie unie contre le terrorisme islamique

Au début de l'insurrection, il était difficile de mobiliser la population pour la défense d'un régime corrompu et dictatorial. Avec l'irruption des bandes armées et des djihadistes, le régime a trouvé sa contre-idéologie: la lutte contre les terroristes islamistes soutenus par l'étranger. Cette cause est susceptible de mobiliser ses partisans et d'empêcher la majorité silencieuse de basculer, car le nationalisme syrien est très puissant. Nous avons été surpris lorsque l'armée syrienne a quitté le Liban en 2005 par l'extrême nationalisme des Syriens. Le sentiment anti-libanais qui régnait en Syrie, même chez les Chrétiens, a soudé les Syriens derrière Bachar el Assad dont le pouvoir était chancelant. Le régime fait aujourd'hui la promotion

³⁰ <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/09/08/97001-20120908FILWWW00421-syrie-penurie-d-eau-potable-a-alep.php>

³¹ Déclaration de Bachar el Assad lors d'un dîner privé en janvier 2011.

du « vivre ensemble » à travers le slogan « *La tayfyeh* » (pas de communautarisme) dont il se veut le garant. Il est concurrencé par l'insurrection sur le nationalisme, car elle peut tout aussi bien l'incarner, mais par contre, elle n'incarne pas le « vivre ensemble » car elle est trop sunnite et surtout anti-chiite.

b. Un régime intransigeant

Par son intransigeance et sa brutalité le régime de Bachar el Assad montre qu'il restera en place et qu'il n'est pas question de négocier avec les rebelles. Même l'opposition pacifique a été écartée: lors des élections législatives de mai 2012, manipulées comme d'habitude, le Baath et ses alliés ont obtenu plus de députés que durant la précédente élection, quelques sièges ont été attribués à l'opposition pro-gouvernementale. Qadri Jamil et Ali Haidar ont été nommés ministres, mais à des postes subalternes. Bachar el Assad récompense les fidèles et ne fait aucun cadeau aux autres, l'octroi de sièges aux « opposants » aurait d'ailleurs été très mal perçu par les fidèles. L'appareil n'en attendait pas moins du Président, car des slogans: « Maher à la direction et Bachar à la clinique »³² commençaient à circuler, raillant la supposée faiblesse de Bachar el Assad.

La pratique du pouvoir en Syrie n'a rien à voir avec celle du Liban ou de l'Égypte, beaucoup plus consensuelle. Nous sommes toujours en Syrie dans un rapport de force brutal: « Le peuple syrien est comme un ressort, si tu ne le frappes pas en permanence il te saute au visage », nous confiait un officier des moukhabarat. Le chef charismatique avec une poigne de fer demeure le modèle attendu par la majorité de la population. La société syrienne finira par rejeter ce modèle, qui est le fruit d'une histoire et d'un système politique particulier, il n'est pas inscrit dans les gènes de la société. Cependant, en raison du niveau de développement de la société syrienne en général, ce modèle politique incarné par Bachar el Assad n'est pas dépassé. Il est d'ailleurs significatif que l'opposition syrienne³³ fonctionne également sur le même mode autoritaire.

Durant les premières années de son règne, Bachar el Assad avait interdit que l'on placarde son portrait partout comme son père. Il souhaitait moderniser l'image du régime, ne plus recourir à ce culte de la personnalité omniprésent. Les Syriens avaient l'impression qu'il n'avait plus de Président, que le chef ne travaillait pas, ne contrôlait rien. En 2005, lorsque le régime fut déstabilisé par la pression internationale après la mort de Rafic Hariri, tous les murs de Syrie furent recouverts par des portraits de Bachar el Assad en quelques semaines: les Syriens eurent ainsi l'impression d'avoir de nouveau un chef à leur tête. Le « suicide » de Ghazi Kanaan³⁴ et le nettoyage dans la vieille garde³⁵, furent la preuve que Bachar el Assad s'était véritablement affirmé. Son entourage sécuritaire lui reproche de ne

³² *Maher al Qyadeh, Bachar al Ayadeh*

³³ Burhan Ghalioun, l'ex-président du CNS, professeur à l'Université Paris III, a eu une dérive autoritaire qui n'avait rien à envier à Bachar el Assad.

³⁴ Ghazi Kanaan était le ministre de l'intérieur, ancien proconsul syrien au Liban de 1990 à 2003, il représentait un concurrent potentiel pour un coup d'Etat. Bachar el Assad a préféré le faire éliminer.

³⁵ Le vice-Président Abdel Halim Khaddam tombé en disgrâce s'est enfui avant d'être assassiné lui aussi. Une plaisanterie circulait à Damas sur son compte : « Après Kanaan, Khaddam lui aussi a voulu se suicider mais on ne l'a pas trouvé dans son bureau », ce qui signifie que les Syriens n'étaient pas dupes de du nettoyage qui se déroulait au sommet de l'Etat.

pas avoir utilisé le terrorisme pour dissuader les pays du Golfe, la Turquie et l'Occident d'attaquer la Syrie. Hafez el Assad entretenait un réseau de terroristes internationaux pour rappeler régulièrement à la communauté internationale sa capacité de nuisance. Nous pourrions caricaturer en disant que lorsqu'ils n'attaquent pas, les Syriens ne pensent qu'à se défendre. Chez les dirigeants alaouites, ce caractère est exacerbé par le complexe minoritaire et la peur de la majorité sunnite. Nous retrouvons ce phénomène au Moyen-Orient, chez d'autres minorités persécutées et regroupées dans une montagne refuge.

c. Gagner la population en incarnant l'ordre

Par sa fermeté, Bachar el Assad veut rassurer ses partisans et rallier à lui la majorité silencieuse. Cette dernière n'aspire plus qu'au retour de la paix et se range de toute façon derrière celui qui est susceptible de l'emporter. Le régime est censé représenter l'ordre face à l'anarchie des rebelles. Pour cela les zones tenues par les rebelles sont soumises à un blocus économique, privées des services publics et bombardées régulièrement pour plonger la population dans le chaos. Le but est de montrer que les rebelles apportent avec eux le désordre et la pauvreté.

Depuis septembre 2012, le régime a entrepris de détruire systématiquement les immeubles qui ont hébergé des rebelles (tout comme dans les Territoires Occupés, les forces israéliennes détruisent les maisons des rebelles palestiniens). Le but est d'empêcher les rebelles de trouver refuge en ville, en provoquant le refus des habitants qui pourraient leur donner asile par peur ou pression des voisins. Il s'agit aussi de donner à la population un motif pour refuser d'héberger des rebelles. Ces derniers prétendent vouloir protéger la population syrienne mais par leur présence ils lui attirent des ennuis. C'est ce que le régime veut distiller comme message.

La propagande du régime assimile les rebelles à des terroristes, payés par l'étranger. Des « confessions » de rebelles sont présentées à la télévision. Les meurtres et les charniers sont systématiquement mis sur le compte des rebelles. Le régime dispose de moyens de communication pour diffuser ses informations. Ces arguments parviennent à convaincre une population habituée par un système éducatif à croire les informations venues de l'Etat. L'esprit critique et la réflexion sont bannis du système éducatif syrien depuis un demi-siècle.

d. Le régime peut s'appuyer sur une minorité active au sein de la population syrienne

Nous avons vu que le régime peut s'appuyer sur de nombreux groupes sociaux qui lui sont favorables. Les laïcs de toute confession, qui avaient manifesté contre le régime sont aujourd'hui plus réservés en raison de la répression, la non intervention étrangère et la montée en puissance des islamistes. Des exactions commises par des rebelles à l'égard de petits fonctionnaires, militaires, considérés comme des informateurs les poussent désormais dans les bras du régime. Ils rejoignent toutes les catégories qui ont à perdre avec la victoire de l'insurrection: les minorités confessionnelles et les Kurdes, qui jugent l'ASL trop islamiste et trop

nationaliste arabe. Quant à la bourgeoisie syrienne, elle a peur d'une victoire des classes populaires dangereuses pour ses intérêts.

Avec la montée en puissance des islamistes et la multiplication des gangs, les minorités soutiennent le pouvoir. Les Arméniens hésitaient à se servir de leurs armes ainsi que les druzes, ils ont désormais franchis le pas. L'invasion des quartiers arméniens d'Alep, les bombes à Jeramana les ont obligés à passer d'une neutralité bienveillante à un soutien actif au régime. Ils soutiennent le régime parce qu'ils sont persuadés qu'il est leur meilleure chance de rester en Syrie, mais aussi parce qu'ils croient en sa victoire.

Pour vaincre, le régime doit isoler les rebelles de la population, non pas en imposant cet isolement mais en l'entretenant par et avec la population. Au cours de l'année 2013, le régime a commencé à obtenir un soutien actif de population arabe sunnite dans des zones acquises à l'insurrection³⁶. La technique du régime consiste à laisser les rebelles investir une zone puis de la reprendre pour prouver leur faiblesse, montrer leur véritable nature (exactions et imposition d'un comportement islamique) et secondairement en détruisant cette concentration imprudente. Mais l'essentiel est que la population les rejette. Ils auront définitivement perdu lorsqu'ils chercheront à s'imposer par la force auprès des civils. Car, officiellement, les rebelles viennent pour protéger la population des exactions de l'armée syrienne, ce qui provoque justement combats et exactions. Tout l'art de la propagande du régime est de faire porter la responsabilité des victimes civiles aux rebelles directement ou indirectement.

e. Le régime mobilise ses partisans grâce à la peur et au clientélisme

La reprise en main de la périphérie de Damas par l'armée régulière a permis aux partisans de la contre-insurrection de se manifester de nouveau. De nombreux habitants sont devenus franchement hostiles aux insurgés en subissant leur comportement. Certains prennent désormais les armes pour se protéger de l'insurrection, notamment parmi les minorités confessionnelles (alaouites, druzes et chrétiens). Le régime a créé une milice: *Difaa al Watani* (Défense nationale) dont le but est de protéger les quartiers et les villages fidèles au régime. L'armée peut ainsi être davantage mobilisée pour les offensives contre la rébellion.

Pour l'instant le régime n'a pas vraiment lancé d'action politique vis-à-vis de la population, car les opérations de police sont loin d'être terminées. De plus, le ministère de la réconciliation nationale, dirigé par Ali Haidar, n'a pas les moyens de réaliser cette action. Le régime compte davantage sur les religieux et les notables pour obtenir la loyauté de la population, en échange de promotions au sein du régime.

Le régime syrien a procédé à une réforme de la constitution en février 2012, validée officiellement par une majorité de Syriens, mais on peut douter de la véracité des chiffres de participation. Il a fait quelques annonces mais tant que le calme n'est pas revenu, aucune réforme véritable n'aura lieu, si elle a lieu. Après le

³⁶ <http://www.france24.com/fr/20140123-syrie-rebelles-armee-treuve-conflit-assad-eiil/>

soulèvement des Frères musulmans en 1970-1982, Hafez el Assad s'était décidé à promulguer la loi de décentralisation, votée en 1971. Cela se traduit par la création de conseils municipaux élus dans tout le pays, offrant ainsi des places aux notables. Le but était de neutraliser ses intermédiaires et d'étoffer le clientélisme du régime. On peut imaginer une mesure du même type s'il se maintient au pouvoir. Mais ce n'est pas pour l'instant la priorité du régime.

Nous n'avons pas d'organisation politique émanant de la base favorable au régime. Au contraire, c'est l'insurrection qui a mis en place des comités révolutionnaires, des comités de coordination locaux. Les structures fossilisées du parti Baath sont inopérantes pour mobiliser contre l'insurrection. Les minorités confessionnelles commencent à se doter de conseils de notables pour s'auto-organiser et se protéger; le pouvoir cherchera rapidement à les intégrer. Cela participe à sa stratégie globale d'appuis sur les notabilités anciennes et nouvelles. Depuis quelques décennies le groupe des notables a été profondément renouvelé. Il ne s'agit plus des cheikhs et des représentants des vieilles familles, mais d'ingénieurs, médecins, petits entrepreneurs, issus du système éducatif baathiste. Ils cherchent à jouer un rôle politique modernisateur; le régime ne peut les ignorer d'autant qu'ils se reconnaissent bien dans la « génération Bachar ». Ils peuvent constituer les cadres civils de la contre-insurrection.

f. Sélectionner les Cadres de la Contre-Insurrection

Au début de l'insurrection Bachar el Assad s'est rendu compte que de nombreux cadres du régime étaient des lâches ou/et des incompetents. L'arrogance et la cupidité du responsable des moukhabarat à Deraa, un cousin au président syrien, causèrent en grande partie la révolte. A l'autre extrême, Manaf Tlass, général dans la garde républicaine, refusa de réprimer la révolte à Rastan. Il est vrai que le fils de l'ancien ministre de la défense d'Hafez el Assad avait obtenu ses étoiles grâce à sa proximité avec le régime, car on ne lui connaît aucun fait d'arme ni une grande assiduité dans les casernes.

Avec la révolte, le régime a pu faire le tri entre le personnel capable et les incapables. Toute une génération d'officiers sérieux et dévoués au régime ont été promus ces derniers mois. Ils ont été rejoints par des officiers partis en stage en Iran pour se former aux techniques de contre-insurrection. Parmi les cadres civils, les gouverneurs trop mous ont été limogés, tel l'ancien gouverneur de Hama, qui avait retiré les statues des Assad des rues pour éviter qu'elles ne soient vandalisées. Le même gouverneur avait laissé la population occuper la place de l'Oronte pendant des semaines, jusqu'à ce que l'armée ne reprenne le contrôle de la ville. Toute une nouvelle génération de cadres profite de la crise pour faire ses preuves.

Les élections municipales de décembre 2011 ont peu mobilisé. Moins de 2% de participation électorale, car personne ne s'intéresse à ces élections dont les résultats sont connus d'avance. Les municipalités sont tenues par des membres du Baath, elles ont peu de compétences en raison du centralisme que le régime reproduit au niveau provincial³⁷. Le régime a eu des difficultés pour trouver des candidats, il

³⁷ Balanche Fabrice : « Les municipalités dans la Syrie baathiste », *Revue Tiers Monde*, 2007.

s'est contenté de présenter les maires existants, certain à leur corps défendant, car ils se savent devenus des cibles pour l'insurrection. C'est bien là la difficulté de la contre-insurrection: trouver des relais locaux dans les zones disputées. Si cela ne pose pas de problème dans l'administration centrale ou dans celle des provinces car elles sont situées dans des zones tenues par le régime, dans les villages et les petites villes des régions arabes sunnites, les candidats sont rares. En revanche, l'insurrection parvient à créer des conseils révolutionnaires dans les zones qu'elle contrôle pour remplacer la municipalité dissoute.

Au niveau national, Bachar el Assad souhaite créer un nouveau mouvement politique national, qui serait une coalition avec le parti Baath, ses alliés du Front National Progressif et les partis de l'opposition pro-gouvernemental, dans une sorte de « parti présidentiel » sur la base de la « réconciliation nationale » dans le but d'élargir sa base sociale. Le parti Baath est complètement fossilisé avec une idéologie vide, mais incapable d'être réformé de l'intérieur, il faut donc créer une nouvelle structure susceptible d'intégrer les nouveaux cadres du régime.

Conclusion: la Victoire du régime risque de se traduire par l'expulsion du quart de la population

Le régime se concentre sur la Syrie utile: la ligne de force Lattaquié-Tartous-Homs-Damas-Soueida. Dans ce territoire continu, des poches de résistance sont en cours d'élimination: les périphéries de Damas, le centre de Homs et la campagne de Deraa. Les troupes gouvernementales ont évacué tous les petits postes dans les campagnes sunnites hostiles. Des postes frontières ont été pris facilement par les rebelles avec grand renfort de publicité, mais c'était sans importance pour l'armée régulière. Les troupes du régime essaient de contrôler les autoroutes, mais certains tronçons lui échappent autour d'Alep. De toute façon, dans les zones disputées, elle privilégie le trafic aérien qui exige moins d'hommes pour assurer la sécurité des aéroports que par celle des routes. Par des bombardements intenses sur les zones libérées par l'insurrection, il l'empêche de s'organiser en armée régulière car les insurgés n'ont pas de base sûre, si ce n'est en Turquie. Les raids de l'aviation n'exigent pas des forces importantes. Il peut ainsi en disposer pour le combat urbain.

La majorité des insurgés ne déposera pas les armes car ils n'ont aucune confiance dans les offres de clémence du régime. Ce dernier sait qu'il n'obtiendra pas beaucoup de ralliement, par conséquent il s'efforce de les éliminer ou de les chasser de Syrie. La deuxième technique est la plus efficace car elle mobilise moins de troupes. Le régime de Bachar el Assad n'a jamais empêché personne de quitter la Syrie, sauf ses cadres. Les bombardements dans le nord de la Syrie ont pour but de pousser vers la Turquie des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers de personnes, indésirables en Syrie. Cela ne poserait aucun problème au régime si le quart de la population syrienne quittait le pays, car résoudrait le problème politique et une partie de ses problèmes économiques. Le danger de voir affluer des centaines de milliers de réfugiés, à mesure que le conflit s'installe dans la durée, constitue une forte pression sur les pays voisins, notamment la Turquie et la Jordanie, afin qu'ils cessent de soutenir l'insurrection. Cela a déjà porté ses

fruits à l'égard de la Jordanie et commence à peser sur les opinions publiques occidentales qui se méfient désormais du tournant islamiste de la révolte syrienne.